



Attestation de loyer



A remplir par le propriét Nom et prénom ou raison socia (du propriétaire, bailleur ou mandataire, de Adresse: RUE DES CERISIE	ale : SCI BSN INVEST de la famille d'accueil)		Art. D 542-17 et R 831-11 du code de la Sécurité sor Arrêté du 22 août 1	
N° de téléphone : L L N° de fax : L L N° SIRET :		Adresse mél :		-
certifie sur l'honneur que M. ou est (sont) locataire(s) en titre d 2 EME ETAGE APPARTEMEN	epuis le 13/02/2020 du lo	gement situé (adre	sse complète) :	
■ Montant mensuel du loyer (p	(en mètres carrés) : auf concubinage) ? ☐ ou payé par le locataire ou le coloca	ui ☐ non. Si oui no ui ☐ non. Si oui no ataire pour un mois com	ombre de colocataires (y compris le demandeur) Lolet) meublé : montant charges comprises	
Montant total du loyer en ca - Mois de juillet, précis	s de colocation : ez l'année : └	€		
 Votre locataire (ou colocata S'il n'est pas à jour dans le S'agit-il d'une sous-location	aire) est-il à jour dans le r règlement de ses loyers, ? ☐ oui ☐ non. Si ou accueil ☐ par une ass pension de famille ☐ oui	eglement de ses loy mois du dernier loy i s'agit-il d'une sous sociation autre	vers ? oui non ver acquitté :	_€
 Si le logement est convent code bailleur code programme n° de convention signée le 		code agence code locataire renouvel	ée le	
			ersée automatiquement au bailleur	
		code agencecode locataire		
■ Dans les autres cas, souh	aitez-vous recevoir direct on (Si oui n'oubliez pas de emp	(A compléter	uniquement si vous remplissez ce document pour la première	fois)
■ Le logement répond-il aux corprincipales caractéristiques de déce. Le logement ne doit pas avoir fait l'ob. la toiture, les murs, les peintures, les la sécurité physique des locataires; l'éclairage et la ventilation sont suffisa. il y a au moins un coin cuisine avec un l'installation de chauffage est suffisan. l'installation sanitaire: s'il s'agit d'un logement de plus d'ur si le logement ne comporte qu'une s	caractéristiques de décen ence que le logement doit re jet d'un arrêté d'insalubrité ou d s plafonds, les planchers, les ins ants et sans danger; un point d'eau potable froide et d ite et sans danger; ne pièce, l'installation sanitaire e seule pièce, il y a au moins des	ce énumérées ci-despecter (décret 2002-1 e péril ; stallations électriques et chaude ; est complète et intérieure WC qui peuvent être exi	essous: oui non 20 du 30 janvier 2002) de gaz ne présentent pas de risques manifestes pour la san e au logement, avec douche ou baignoire et WC,	nté et de 11/2014
A	Le		Signature - cachet (du propriétaire ou du bailleur ou famille d'accueil)	S7157 d

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3, L. 831-7 du code de la Sécurité sociale et L. 351-12 du code de la Construction et de l'habitation - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités).

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Emplacement réservé à la Caf







Attestation de résidence en foyer

A remplir par le gestionnaire de l'établissement. Nom et adresse de l'établissement :				
N° de téléphone :				
Nature de l'établissement foyer de jeunes travailleurs foyer de travailleurs migrants résidence sociale l'établissement maison de retraite centre d'hébergement pour handicapés centre de soins longue durée LHPAD Autre résidence (préciser) : résidence universitaire non Crous résidence universitaire Crous , dans ce cas s'agit-il : d'une chambre d'une chambre réhabilitée d'un studio créé après réhabilitation				
Je soussigné(e) M./Mme				
• code bailleur • code programme • code locataire • code				
ALe L. L. L. Signature et cachet (nom et qualité du signataire)				
Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration. La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3, L. 831-7 du code de la Sécurité sociale et L. 351-12 du code de la Construction et de l'habitation - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités). La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.				
Demande de versement direct de l'aide au bailleur ou au gestionnaire S'il le souhaite, l'allocation de logement peut être versée directement au propriétaire-bailleur ou au gestionnaire. Dans ce cas elle est déduite du montant du				
loyer ou de la redevance. Pour faire cette demande, le logement (hors foyer) doit répondre aux caractéristiques de la décence (décret 2002-120 du 30 janvier 2002).				
Le bailleur ou le gestionnaire désigné ci-dessous demande que les paiements de l'aide au logement de son locataire ou du résident lui soient versés directement (Joindre un relevé d'identité bancaire, postal ou d'épargne).				
ALe L. L. L. L. L. Gignature - cachet (du bailleur ou famille d'accueil ou gestionnaire de l'établissement)				

Emplacement réservé à la Caf







Demande de versement direct allocation de logement



Art. L.553-4 et L.835-2 du code de la sécurité sociale

A remplir par le propriétaire-bailleur, le gestionnaire de l'établissement ou le prêteur.

L'allocation de logement peut être versée directement au propriétaire-bailleur, au gestionnaire ou à l'organisme de prêt, s'il le demande. Dans ce cas, elle est déduite du montant du loyer ou de la redevance ou des remboursements de prêt. Pour cela, le propriétaire-bailleur, le gestionnaire ou le prêteur doit compléter cette demande.

En location, cette demande n'est possible que si le logement répond aux caractéristiques de la décence (décret 2002-120 du 30 janvier 2002)

Le propriétaire-bailleur, le gestionnaire ou le prêteur : je (ou le mandataire éventuellement)	e soussigné(e)
Nom ou raison sociale SCI BSN INVEST Préno	m
Adresse: RUE DES CERISIERS	
Code postal/Commune 91160 LONGJUMEAU FRANCE	
N° de téléphone : L. L. L. L. L. Adresse mél : N° SIRET :	
demande que tous les paiements d'allocation de logement dus à (Joindre un relevé d'identité bancaire, postal ou d'épargne).	l'allocataire désigné ci-dessous me soient versés directement
■ L'allocataire :	
Nom Monsieur FARHAT Prénom MAHER	
Adresse 2 EME ETAGE APPARTEMENT 49 IMMEUBLE 100 R	JULES GUESDE
Code postal/Commune 59000 LILLE FRANCE	
N° d'allocataire ou N° de Sécurité sociale	
Je m'engage en contrepartie à signaler à la Caisse tout impaye départ de l'allocataire du logement concerné ou la rupture du co Je prends connaissance, qu'à défaut, je devrai rembourser à la	ntrat de prêt.
ALeLe	Signature - cachet (du propriétaire ou du bailleur, du gestionnaire de l'établissement ou du prêteur)

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf/MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3 et L. 831-7 du code de la Sécurité sociale - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités). La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

S 7154e - 11/2014

